

## **Lettre ouverte aux employé-e-s de la CAF**

Depuis plus d'un an, nous allons régulièrement dans les CAF, en nombre, avec boissons chaudes, bouffe et documentation lors d'interventions que nous appelons des Café CAF. Nous le faisons d'une part, parce que nous sommes précaires et avons donc régulièrement affaire à la CAF pour subvenir à nos besoins élémentaires, et d'autre part, pour aller à la rencontre d'autres allocataires et sortir de l'isolement auquel nous sommes tou-te-s soumi-se-s.

Être allocataires des prestations de la CAF, c'est pour nous ne jamais savoir sur quel argent on peut compter pour boucler la fin du mois. Les minimas sociaux sont sans cesse recalculés au gré des mesures gouvernementales et des contrats de travail précaires auxquels nous accédons. On passe ainsi alternativement de la situation de l'ayant-droit qui ne perçoit pas ses indemnités, à celle de l'actif précaire auquel on réclame des indus.

Si nous en avons le choix, on préférerait ne rien avoir affaire avec la CAF ou pôle emploi mais notre dépendance est entretenue par les politiques publiques qui soutiennent les marchés du travail dans leurs recherches d'une main d'œuvre flexible, disponible et corvéable à merci (Contrats précaires, Interim, CDD, chômage...). Agents assermentés à Pôle emploi, contrôleurs sociaux à la CAF, la répression s'abat sur ceux qui perçoivent les minimas sociaux et sont tenus d'étaler l'intimité de leurs vies pour continuer de toucher des allocations de misère.

Faire irruption dans les CAF, nous permet d'échanger des informations entre allocataires et de nous défendre collectivement face aux fins de non-recevoir des administrations ou aux accusations de « fraude sociale ». EmployéEs de la CAF vous êtes soumis à des protocoles pour tenir à distance les allocataires (cas par cas - 39 49 - collecte des documents aux guichets mais prise de décision postérieure, notifications par courrier...). Agir collectivement dans les CAF est pour nous un moyen direct de briser ce dispositif hiérarchique et répressif. Nous pensons par ailleurs qu'en tant qu'employéEs de la CAF, vous n'échappez pas à cette précarisation généralisée, alors même que l'État vous place aux premières lignes de sa politique de contrôle social et cherche à faire des précaires potentiels que vous êtes, nos ennemis.

Le système voudrait nous diviser, nous pensons que nous avons tout à gagner à créer des liens entre allocataires et employéEs qui connaissent, eux, la machine de l'intérieur. Au delà des actions, nécessaires, de refus ou contournement de la répression des précaires, nous avons besoin de mieux connaître les rouages de la CAF, de connaître les circulaires et les décrets régissant ou qui vont régir nos situations, de discuter avec vous des différents moyens de renverser le rapport de force.

Seule l'action collective permettra de changer la donne et sortir de la passivité dans laquelle on veut nous maintenir.

**Assemblée contre la précarisation - Marseille**  
contact@assembleecontrelaprekarisation.marsnet.org